



L'homme suspecté du meurtre de Plainpalais est un SDF finlandais
Genève, page 7

Les directeurs s'usent au Service de protection des mineurs
Genève, page 4

DANS CE NUMÉRO, NOTRE SUPPLÉMENT
Signé Genève

Tribune de Genève

Après une saison décevante, le renouveau de Ge/Servette passe aussi par le retour au premier plan de Chris McSorley, qui a répondu à nos questions.

Page 11



LAURENT CROTTET

Le média genevois. Depuis 1879 | www.tdg.ch | OLENA — LEADING EUROPEAN — NEWSPAPER ALLIANCE

Comment l'école gère le lien professeur-élève

En raison de cas d'abus, l'exigence de transparence envers les maîtres a augmenté

Dans le sillage de l'affaire Ramadan et des plaintes visant un professeur - aujourd'hui suspendu - du Collège de Sausure se pose la question de la relation à établir entre l'enseignant et l'élève. Il s'agit d'un lien délicat qui, tout en acti-

vant un certain type de séduction, doit privilégier le cognitif plutôt que l'affectif. Il convient surtout de faire apprécier ce qui est enseigné et non celui qui enseigne. Le cadre et ses limites doivent être clairs, et, en cas de situation épineuse,

des dispositifs de médiation peuvent être activés. Dans un contexte devenu plus sensible, sur fond de nouvelles technologies et de parole libérée, des enseignants témoignent de leurs expériences et de la nécessité de travailler davantage en

équipe. Dans une profession encore secouée par la médiatisation de ces récentes affaires, la tendance reste, malgré un fort corporatisme, orientée à la transparence de l'institution éducative en cas d'abus. Page 3

Avec talent, la Suisse s'est jouée du Panama



Carton Incisive, offensive, engagée et joueuse, la Suisse de Breeel Embolo a étriillé 6 à 0 la faible sélection du Panama dans un match à sens unique. Un groupe s'est soudé. Page 12

Genève Le tram 15 a du mal à soigner sa ligne

Le tram 15 arrivera un jour jusqu'à Saint-Julien-en-Genève. Mais pour le Département des transports, il est parfois difficile d'annoncer la mise en œuvre de cette prolongation de ligne. Au sein des services de Luc Barthassat, l'échéance fluitue entre 2023 et 2024, alors que ce chantier d'envergure n'est pas en avance et que son sort inquiète aussi le maire de la commune frontalière. Page 5

L'actu avec vous

Internet L'info genevoise sur www.tdg.ch/geneve

Mobile Suivez l'actualité en direct sur mobile2.tdg.ch

Suisse Les glaciers attendent le débat

L'initiative qui voudrait que, d'ici à 2050, le pays se passe d'énergies fossiles brandit en étendant ces icônes de la Suisse. De quoi nourrir le débat politique à l'heure où le parlement s'apprête à réviser la loi sur les émissions de CO₂. Page 13

France Le rail engage une guerre d'usure

C'est la première grande épreuve sociale de l'ère Macron. Dès le 3 avril, les cheminots français engagent une grève perlée qui va s'étaler sur trois mois. Le mouvement affectera les liaisons avec la Suisse. Notre guide pratique pour éviter de rester à quai. Page 16

PUBLICITÉ

Advertisement for ATP and Banque Eric Sturzoza Genève. Includes the date 19.26 MAI and logos for ATP and Banque Eric Sturzoza Genève.

L'éditorial

Le populisme climatique, un mal nécessaire



Il fallait oser le coup tactique. Intituler une initiative populaire «Pour la protection des glaciers» alors qu'elle vise en réalité à interdire les énergies fossiles d'ici à 2050, c'est plutôt bien vu. Chacun, en terminant son plein de diesel, aura ainsi le sentiment coupable de vider dans sa voiture les dernières gouttes du glacier d'Aletsch. S'y opposer en ces termes s'annonce délicat. Le justifier à ses petits-enfants aussi. Pourtant, l'appellation est on ne peut plus populiste. Les glaciers suisses continueront d'agoniser et cette initiative n'y changera vraisemblablement rien.

Le débat en ces termes est pourtant bienvenu. Parce que depuis trop longtemps, ceux qui signent les accords internationaux sur le climat se gaussent d'être parvenus à de grands objectifs, sans jamais se donner les moyens de les atteindre concrètement. Parce qu'il est temps aussi de ne plus s'en remettre à l'augmentation de 1, 2 ou 3 degrés pour dire la gravité du problème. Tout cela est imperceptible pour une majorité de Suisses, comme le sont la montée des océans aux îles Fidji ou la récurrence des cyclones dans les Caraïbes.

Que ceux qui doutent donc de la réalité des faits se rendent plutôt dans n'importe quelle vallée de ce pays pour se désoler de ce qu'il reste des glaciers. Ils y verront, concrètement et physiquement, que les effets du réchauffement climatique sont au cœur des Alpes plus réels que dans tous les rapports d'experts. Les climatocéptiques ou autres climatoralistes répondront que l'arrêt des énergies fossiles ne résoudre pas la question, que l'impact des activités humaines est négligeable dans ce processus. Un discours qui serait audible s'il ne conduisait au maintien de l'épuisement des ressources de la planète, aux effets collatéraux de la consommation des énergies fossiles et, surtout, à l'inaction. Et si la réponse passe par du climatopopulisme, alors c'est un mal nécessaire. Page 13





Le patron de Migros déplore un troisième recul d'affilée du bénéfice
Économie, page 16

Avec «Ready Player One», **Steven Spielberg** rend hommage à la culture pop
Cinéma, page 21



Suisse

Monde
Economie
Culture
La der

Climat



Météo

Un hiver positif pour les glaciers? Pas sûr

Les précipitations abondantes de cet hiver offrent-elles un peu de répit aux glaciers? La réponse n'est pas si simple. «En montagne, il faut d'abord comprendre que l'hiver peut durer jusqu'en mai, il est donc loin d'être terminé», précise Reynald Delaloye, professeur de géomorphologie alpine à l'Université de Fribourg. Et de rappeler que l'enneigement en altitude est certes élevé mais pas exceptionnel. Pour les glaciers, les mois de mai et juin seront donc déterminants. «Plus la couche de neige restera importante durant cette période, moins la fonte sera forte en été. S'il se met donc à faire très chaud dès les mois d'avril, les conséquences pourraient être comparables à celles de l'année dernière», précise encore le scientifique. On rappellera en effet que 2017 a été catastrophique pour les glaciers et figure parmi les trois pires années en la matière. Les plus importants d'entre eux ont perdu plus de trois mètres d'épaisseur. Pour la seule année passée, les glaciers suisses ont laissé 3% de leur masse, 1,5 milliard de mètres cubes de glace, soit de quoi remplir une demi-piscine olympique par ménage, selon l'Académie des sciences naturelles. **J.W.**

En 2017, les glaciers suisses ont perdu plus de 3% de leur masse. Ici, celui du Rhône.

L'agonie des glaciers devient un instrument politique

Une initiative veut bannir les énergies fossiles d'ici à 2050. Intitulée «Protéger les glaciers», elle s'approprie un symbole suisse

Julien Wicky

Le recul des glaciers en Suisse, c'est notre ours polaire à la dérive sur la banquise. Plus qu'une manifestation géologique, c'est une preuve tangible du réchauffement climatique. Et comme tout symbole, il est propice à devenir un objet politique. C'est le cas d'une initiative populaire en préparation, révélait lundi le «Tages-Anzeiger». Le texte vise à interdire en Suisse l'utilisation d'énergies fossiles d'ici à 2050. Son nom? L'initiative «Pour la protection des glaciers». «Le titre est encore provisoire», sourit Marcel Hänggi, l'homme à l'origine de ce combat. Journaliste indépendant à Zurich, il concède toutefois que l'appellation «fait référence à quelque chose de très émotionnel pour un enjeu en réalité beaucoup plus large». Aidé

par les associations environnementales Greenpeace et le WWF, il s'est décidé à passer à l'action peu après la ratification de l'Accord de Paris sur le climat en 2015. Un texte qu'il juge insuffisamment contraignant (lire ci-dessous).

Pourquoi en appeler aux glaciers pour un problème au fond très concret? Comme souvent, il y a d'abord une affaire de pression politique, pour laquelle les arguments doivent être simples. Ce n'est pas un hasard, cette initiative intervient alors que le parlement devra réviser la loi sur les émissions de CO₂ à la fin de cette année. Parmi les mesures préconisées par le Conseil fédéral figure la réduction des émissions de gaz à effet de serre de 50% d'ici à 2030, dont 20% à l'étranger par des mesures de compensation. «Ce texte obligerait la Suisse à sortir des énergies fossiles et à agir de manière globale et non plus par des solutions locales», détaille Mathias Schlegel, porte-parole de Greenpeace Suisse. Conscient que l'enjeu est complexe, il salue l'idée de se référer aux glaciers. «Cela met le doigt sur un enjeu très concret, de quelque chose qui compte pour les Suisses.» Car malgré l'importance de la cause climatique, elle est parfois abstraite à appréhender au quotidien.

«C'est un peu de notre histoire et de notre identité qui sont en train de s'évaporer avec le recul des glaciers»



Lisa Mazzone
Conseillère nationale
(Les Verts/GE)

● Pour Marcel Hänggi, à l'origine du projet d'initiative, il s'agit de faire ce que tous les accords sur le climat ne prévoient pas suffisamment: fixer une date et des objectifs contraignants. Dans le cas précis, cela signifie ni plus ni moins que l'utilisation du gaz naturel, du charbon et du pétrole serait purement interdite en Suisse dès le milieu du siècle. Car à ses yeux, aussi louable soit

«Le réflexe, c'est de se dire que cela se manifesterait loin et plus tard, alors que cela a lieu ici et maintenant», abonde Lisa Mazzone (Les Verts/GE). Il y a donc pour elle quelque chose d'identitaire à invoquer la disparition des glaciers. «C'est un peu de notre histoire qui est en train de s'évaporer», lance la conseillère nationale. Cet argument, elle l'a d'ailleurs utilisé dans un postulat prochainement soumis au Conseil national, qui demande d'évaluer l'opportunité de doter les glaciers d'un statut juridique. L'idée? Permettre à des citoyens de saisir la justice en leurs noms, pour défendre

leurs intérêts. Des cas semblables existent en Inde ou en Nouvelle-Zélande. Pour le Conseil fédéral, une telle mesure ne serait pas utile car 62% des glaciers sont classés à l'Inventaire fédéral des paysages, sites et monuments naturels d'importance nationale et doivent être conservés intacts.

L'utilisation des glaciers dans le champ politique n'est, à l'égard de l'histoire, pas vraiment surprenante. De tout temps, leurs mouvements et l'imaginaire qu'ils véhiculaient ont rythmé la vie des populations alpines. Dans son livre «Les glaciers en mouvement», le glaciologue Amédée Zryd quali-

fié même cette relation de «drame d'amour et de haine.» À Fiesch, au pied du glacier d'Aletsch, on priait jusqu'au XIXe siècle pour qu'il recule et cesse de menacer la vallée. Avec leur recul, ils ont ensuite été la cause de catastrophes mortelles, les plus célèbres étant celles du Giétroz dans le val de Bagnes et de Mattmark, dans le Haut-Valais. Et voilà qu'aujourd'hui, leur agonie se change en symbole.

L'histoire déjà écrite

Mais difficile de dire si l'argument portera en politique car l'avenir s'annonce plutôt sombre. Et l'initiative, aussi positive puisse-t-elle être à long terme pour les défenseurs du climat, glisse vers l'instrumentalisation. «Pour les glaciers, la fin de l'histoire est déjà écrite. Tout le système climatique est déjà en complet déséquilibre. Avec un arrêt des énergies fossiles en 2050, cela signifierait encore 30 ans de déséquilibre et le processus est en marche», décrit Reynald Delaloye, professeur de géomorphologie alpine à l'Université de Fribourg. D'ici à 2100, les scientifiques estiment que 80 à 90% de la masse glaciaire du pays aura disparu. La récolte des signatures, elle, débutera l'an prochain.

Une mesure radicale et sérieuse

l'ambition de l'Accord de Paris ratifié par 195 pays qui vise à stabiliser le réchauffement dû aux activités humaines «en dessous» de 2 °C d'ici à 2100, il ne reste qu'une promesse. «Je veux donner les instruments pour atteindre nos objectifs. À la sortie de la COP21, en rencontrant Doris Leuthard, j'ai vraiment eu le sentiment que la Suisse n'était pas prête à mener une politique ambitieuse et sérieuse en la

matière», soutient Marcel Hänggi. Pour lui, il ne s'agit pas d'aller au-delà des objectifs, mais de s'en donner les moyens.

Mais pour les défenseurs de l'économie, le danger est réel. «La date est arbitraire et cela prive la Suisse de la flexibilité nécessaire pour rendre économiquement tolérable cette transition», confie au «Tages-Anzeiger» Kurt Lanz, membre de la direction d'EconomieSuisse.